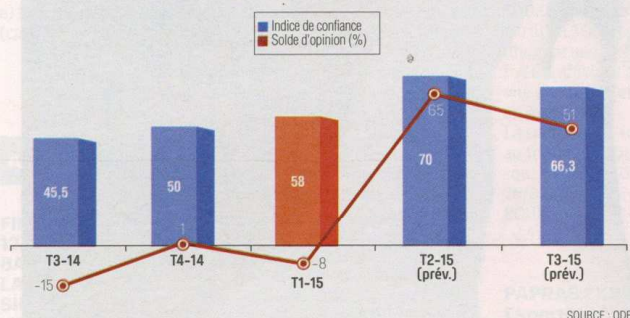


Grand angle

Secteurs industriels Des évolutions disparates

● Tous les indicateurs de développement tablaient sur une reprise dès 2015. Or, une revue des principales industries du pays montre que la situation n'est pas au beau fixe pour tous les secteurs. Éclairage sur les différentes industries et leur évolution.

SITUATION ÉCONOMIQUE DU MAROC



C'est un grand fossé qui sépare l'essor des différents secteurs industriels marocains. En effet, certains enregistrent des croissances considérables, alors que d'autres peinent à décoller. Il est vrai que des secteurs, comme l'automobile et l'aéronautique, contribueront considérablement à propulser l'économie marocaine, notamment pour les années à venir, mais des secteurs

secondaire. Autres obstacles qui entravent le développement économique, le non équilibre de la balance commerciale. Certes, les exportations connaissent une amélioration, mais le déficit persiste. Car, à aujourd'hui, les importations demeurent plus importantes et plus coûteuses que la production locale. Toutefois, pour ce premier trimestre de l'année, l'Observatoire de l'entrepreneuriat (ODE) affiche des résultats optimistes. Il ressort en effet des données de l'ODE qu'en dépit d'un léger repli de 1,3 point, d'un trimestre à l'autre, la confiance des dirigeants des 500 plus grandes entreprises marocaines affiche,

Si les exportations connaissent une amélioration, le déficit persiste car les importations demeurent plus importantes que la production locale.

L'aéronautique et l'automobile tirent l'industrie nationale.

comme le textile, qui jadis se plaçait en tête de liste, se trouvent actuellement en difficulté. Aujourd'hui, de réelles opportunités se présentent pour mettre à niveau le secteur industriel. Pour Mohamed Berrada, économiste et professeur universitaire, l'industrie représente l'avenir au Maroc, comme c'est le cas des États-Unis qui ont misé sur un transfert du secteur primaire vers le secteur

pour la première fois depuis quatre ans, deux observations consécutives au-dessus de la barre des 60/100. L'indice du 1^{er} trimestre 2015, se maintenant à un niveau plutôt élevé, est ainsi ressorti à 60,2/100. Ils expriment également un optimisme de bon aloi pour le prochain semestre. Ils s'attendent en effet à une reprise assez sensible de la situation économique.

Q/R

Mohamed Berrada
Economiste et professeur universitaire

«Il faut miser sur la compétitivité»

Les ÉCO : Le chef de gouvernement a récemment parlé d'une croissance économique qui frôle les 5%. Pensez-vous que cet objectif soit réalisable ?

Mohamed Berrada : Il est difficile de parler, en milieu d'année, de calcul de l'impact du secteur agricole sur les autres secteurs, car c'est ce qui influence le taux de croissance économique du pays. Mais manifestement, le secteur agricole enregistre une bonne récolte, ainsi que les autres activités y afférentes. Et pour un secteur qui représente près de 16% du PIB, l'impact sur la croissance économique nationale est d'envergure. Il est vrai que le Fonds monétaire international a annoncé un chiffre qui frôle les 5%, mais ses estimations sont souvent trop optimistes. En outre, ce qu'il faut mesurer, c'est l'impact sur le secteur non agricole, à savoir l'industrie et les services.

Comment se porte le secteur industriel au Maroc ?

Aujourd'hui, dans le secteur industriel, il existe des ponts qui fonctionnent bien, et d'autres moins bien. Il est vrai que l'automobile et l'aéronautique peuvent jouer un rôle de locomotive, mais le plus important reste les effets d'entraînement ou les liens entre les différents secteurs. Malheureusement, l'analyse intersectorielle, susceptible de créer de la croissance, n'est pas envisagée dans la politique économique nationale, à l'instar

de ce qui se faisait jadis. Aussi, la signature des accords bilatéraux et multilatéraux n'est pas bénéfique à la production nationale. Maintenant, pour que ces secteurs émergent, il faut encourager l'implantation d'unités de production, ce qui devrait intéresser les constructeurs étrangers car le prix de revient demeure plus compétitif. En revanche, les ponts industriels traditionnels sont à la traîne, à l'instar du textile, de la plasturgie, ou encore du cuivre et de la tannerie qui sont en train de disparaître.

Quelles sont vos recommandations ?

Aujourd'hui, il est primordial de raisonner en termes de compétitivité de l'entreprise. Ainsi, mettre à la disposition de celle-ci un climat serein demeure impératif. En effet, les facilités administratives, l'environnement de l'entreprise, sur les plans juridique, administratif, fiscal et social, sont des critères susceptibles de relever le niveau. Il ne suffit pas d'octroyer des crédits : étudier la faisabilité est encore plus important. Aussi, il faut réfléchir à l'implantation de nouvelles unités ultra modernes, pour le textile par exemple. Il faut signaler également que plusieurs entreprises de filature de tissage ont complètement disparu à cause de la concurrence chinoise. Enfin, il est nécessaire de faire le point sur les accords qui ont aggravé le déficit du commerce extérieur.

Grand angle

Tour d'horizon...



Textile, le climat morose se dissipe

Tous les chiffres attestent aujourd'hui d'une réelle reprise. Les années de vache maigre sont révolues; suite aux différentes crises qui ont secoué le marché et depuis 2012, le secteur est entré dans un cycle ascendant. En 2014, le textile a enregistré une progression de 10%, la meilleure réalisée au niveau des concurrents du pourtour méditerranéen, selon Mohamed Tazi, directeur général de l'Amith (Association marocaine de l'industrie du textile et l'habillement). Et pour ces premiers mois de l'année 2015, le secteur reste sur le même trend. Les sondages effectués auprès de différentes filières montrent que jusqu'à fin juillet, une tension sur les outils de production devrait persister, au point que certaines entreprises peineront à trouver la main-d'œuvre leur permettant d'honorer leurs commandes. De même, les clients à l'international appréhendent la période post-ramadan, d'où la tension sus-mentionnée. Aussi, un relâchement est constaté, principalement dû à la période estivale. «*En gros, la situation est positive, et elle aurait pu l'être davantage si nous avions anticipé, trouvé les moyens de former le personnel pour répondre aux commandes*», souligne Tazi. Par ailleurs, le Plan d'accélération industrielle a permis d'asseoir les dispositifs de développement. D'ailleurs, dans ce cadre, les régions naguère considérées comme mornes tels que Fès et Taza ont exprimé un enthousiasme suite au nouveau dispositif. Pour rappel, le textile représente près de 11% du PIB industriel. Il détient également près du quart du total des exportations nationales. Au niveau de l'emploi, le secteur accapare une part d'environ 34%.

Bâtiment et travaux publics, un marché en chute libre

Le secteur est en baisse de régime depuis 2012, et cette tendance se poursuit pour l'année 2015 car les pertes d'emploi dans le secteur ne cessent de se multiplier. Aussi, les

échos au niveau des professionnels ne sont pas positifs, ce qui montre que l'activité

peine à décoller. Pour Mustapha Miftah, directeur de la Fédération nationale des bâti-

Grand angle



ments et travaux publics (FNBTP), les problèmes de moyens financiers entravent le développement du secteur. De même, l'immobilier traverse actuellement une crise. Ceci dit, le Haut-commissariat au plan a annoncé dans sa dernière note de conjoncture que l'immobilier a réalisé un léger redressement. Ainsi, pour l'instant, c'est le stand-by : des annonces ont été faites, mais les actions n'ont pas encore pris forme. Par ailleurs, une reprise est prévisible après la période estivale. Ainsi, le secteur est en phase d'attente, et plusieurs critères ont contribué à cette situation. Il s'agit notamment de la hausse de 0,08% du ciment réalisée dernièrement, après quatre trimestres consécutifs de baisse. Le bâtiment et travaux publics représente 6,5% du PIB national et 10% de l'emploi global.



Agroalimentaire, la stagnation persiste

2014 a été une très mauvaise année pour l'ensemble de l'économie marocaine. Le secteur agroalimentaire a lui aussi souffert de cette conjoncture. Les premiers mois de cette année ont enregistré une légère reprise, mais, d'après la Fenagri, la fédération de l'agroalimentaire, les indicateurs tendent vers une stagnation. En revanche, le HCP

parle d'une croissance économique de 4,4% au titre du 1^{er} trimestre 2015 contre 1,8% durant le trimestre précédent. La croissance globale affiche des résultats encourageants. Il y a cependant lieu de préciser que cette croissance s'explique essentiellement par une bonne performance des activités agricoles qui affichent une progression de 12,3% (en variation annuelle) au titre du 1^{er} trimestre 2015, après s'être contractées de 1,8% un an auparavant. Les activités hors agriculture, quant à elles, auraient progressé de 3,2% au titre du 1^{er} trimestre 2015. Le HCP prévoit une croissance économique globale de 4,6% pour le 2^e trimestre 2015, tirée essentiellement par les activités agricoles (12,9%). Les activités hors agriculture croîtraient de 3,3% au titre du 2^e trimestre. Le taux de croissance économique restera donc tributaire des réalisations du secteur agricole. La croissance globale de l'économie nationale restera tributaire du secteur agricole. Pour Amine Berrada Sounni, président de la Fenagri, les activités hors agriculture -particulièrement l'agroalimentaire-, la consommation intérieure et les exportations continueront à soutenir leur croissance.



Ciment, un marché en berne

Au cours des 5 premiers mois de l'année, la croissance du marché du ciment a enregistré une baisse de 0,36%. Selon Mohamed Chaïbi, président de l'Association professionnelle des cimentiers (APC), ce ralentissement est le résultat des effets de la conjoncture économique et l'absence de réactivité des pouvoirs publics pour amorcer des réformes pro-

Le Maroc doit réfléchir à l'implantation d'unités industrielles ultra modernes, notamment dans le textile.

fondes et relancer le secteur de la construction. En effet, depuis trois ans, le secteur subit des baisses successives de consommation de ciment suite au ralentissement de l'activité du secteur du BTP en général et de l'activité de construction de logements en particulier. Suite à la tendance observée au cours des 5 premiers mois, il serait difficile de prédire une reprise pour les prochains mois, surtout avec l'avènement du mois de ramadan, de Aïd el kebîr, et des intempéries d'automne. Pour Chaïbi, seule la tenue des élections de septembre pourrait éventuellement booster la consommation du ciment. Par ailleurs, la croissance du marché du ciment, pour les prochains mois, dépendra de plusieurs facteurs, notamment, les investissements publics liés aux infrastructures et au bâtiment prévus dans le cadre de la loi de Finance 2015, en plus des travaux de construction de logements par les ménages (auto-construction) ou par les promoteurs immobiliers. Ceci dit, il y a de fortes chances que l'année 2015 connaisse un recul et non une reprise.



Électricité et électronique, la croissance se maintient

La reprise se confirme et les indicateurs le démontrent. En effet, la demande en électricité a enregistré une croissance soutenue. D'ailleurs, l'an dernier elle a atteint 7,9% et au début de cette année, la croissance a augmenté de près de 8,6%. Ce qui se traduit par de nouvelles infrastructures à mettre en œuvre tant pour la production que pour le transport ou la distribution, selon Youssef Tagmouti, président de la Fenelec (Fédération nationale de l'électri-

cité et de l'électronique). D'autant plus que le Maroc est un chantier ouvert avec plusieurs mégaprojets lancés. Ainsi, le secteur électrique se trouve au cœur de ce développement. Par ailleurs, le secteur a connu des mois de stagnation qui commencent, actuellement, à s'estomper et des résultats positifs commencent à se réaliser. Il y a lieu de noter, qu'une nette amélioration s'est enregistrée au niveau des carnets de commandes et la bonification du Taux d'utilisation des capacités de production (TUC) qui a augmenté de 2 points. Des constats corroborés par les dernières enquêtes de conjonctures de Bank Al-Maghrib et du ministère des Finances.



Automobile, le moteur à plein régime

Dans l'histoire du secteur automobile, 2012 reste une année cruciale du moment que le constructeur français, Renault s'est implanté au Maroc. Ainsi, cette phase a été critique et les défis pour réussir cette implantation se sont accrus. Mais, les deux années qui ont suivi, une crise s'est installée. Dès l'introduction du plan d'accélération industrielle, le secteur a connu un nouveau décollage. Ainsi, le marché s'est orienté vers une transformation des entreprises s'inscrivant dans le concept d'entreprises constructeur-développeur, selon Hakim Abdelmoumen, président de l'Amica (Association marocaine pour l'industrie et le commerce d'automobile). De ce fait, des opportunités se sont offertes. Il s'agit notamment de disposer d'outils permettant d'identifier le marché et par conséquent, son développement. C'est ce qui a été réalisé avec la filière des fais-

Grand angle

ceux de câble dont 40% de la production s'effectuent localement, avec la création de 30.000 emplois, ce qui a permis de gagner 25% en valeur ajoutée. «Nous prévoyons atteindre des exportations évaluées à 90 MMDH à l'horizon 2020, soit 65% de valeur ajoutée à l'échelle nationale. Mais, vu la conjoncture, ce chiffre pourrait être largement dépassé», estime Abdelmoumen. En effet, de nouveaux opérateurs s'installeront d'ici 2016 et des négociations avec des partenaires sont en cours pour le lancement de nouveaux écosystèmes tels que le textile du siège, la mousse. Par ailleurs, sur les trois années à venir (2016-2017-2018), le secteur s'attend à une croissance qui avoisine les 20%.



Métallurgie, pas de reprise dans l'horizon

Le secteur de la métallurgie a beaucoup souffert de la concurrence déloyale pratiquée par des pays concurrents tels que la Turquie, l'Égypte ou encore l'Espagne. En effet, le dumping reste prépondérant sur le marché du moment que les prix des produits finis est plus bas que ceux de la matière première. Mais malgré la mise en place de mesures anti-dumping, la situation ne semble pas s'améliorer. Pour ces premiers de l'année, l'activité est relativement calme et le marché n'est pas très positif, selon le président de la Fédération interprofessionnelle de métallurgie, Abdelhamid Souiri. Ainsi, la reprise n'est pas à l'ordre du jour. Certes, des normes ont été mises en place, l'évolution du marché de la métallurgie traîne toujours. Aussi, les droits de douane demeurent élevés, ce qui incite les opérateurs du secteur à importer du moment que la production n'est pas tout à fait protégée. Ceci dit, le ministère de tutelle mise sur la création d'écosystèmes afin de redresser une situation assez compromettante et qui a failli coûter la fermeture des locaux d'un des plus grands opéra-

teurs marocains, en l'occurrence, Maghreb Steel.



Plasturgie, un secteur tributaire de la stabilité du dollar

Tout allait bien pour le secteur de la plasturgie jusqu'au jour où la parité euro/dollar s'est déséquilibrée. En effet, la montée en puissance du dollar a fait grimper les prix de la matière première. Ainsi, ce rush a impacté la trésorerie du marché et une souffrance s'est installée auprès des industriels. Mais en dehors, de cette situation, que la fédération professionnelle du secteur souhaite provisoire, le secteur était sur la bonne voix. D'ailleurs, en 2014, le marché de la plasturgie a réalisé une croissance qui avoisine les 8%. En outre, la fédération s'attend à une baisse de régime en 2015, vu la conjoncture. Sur tout que malgré le bilan positif, le secteur souffre de certaines lacunes qui prohibent son développement et impactent le résultat de l'année en cours. Il s'agit notamment de l'éco-taxe qui est appliquée sur les producteurs de plastique et dont les professionnels ont demandé l'élargissement aux importateurs pour qu'il y ait équité. Or, cette requête n'est pas à l'ordre du jour. Toutefois, afin de propulser le secteur, la fédération s'est orientée vers l'export qui reste une niche de développement, sachant que le secteur de la plasturgie reste le premier exportateur indirect. En effet, pour ce faire, des programmes sont menés dans le but de pousser les entreprises en B to C à exporter. Le secteur compte également lancer des unités de recyclage, d'ailleurs une réflexion est menée dans ce sens.

Aéronautique, le décollage est assuré

En seulement quelques années, le secteur aéronautique marocain a fait partie des nouveaux métiers. Ainsi, une montée en puissance considé-



rable a concerné le secteur, non seulement au niveau de la production, mais également en termes de main-d'œuvre qualifiée. Car, le Maroc s'est engagé dans une dynamique de formations relatives à ces nouveaux métiers, à telle enseigne que les lauréats de l'OFFPT s'exportent. Et aujourd'hui, pour l'évolution du secteur, tous les indicateurs sont

dans le vert. D'ailleurs, le ministre de l'Industrie, du commerce, de l'investissement et de l'économie numérique, Moulay Hafid Elalamy, a déclaré, lors de la 51^e édition du Salon de l'aéronautique de Bourget, que le Maroc dispose d'atouts nécessaires pour doubler la taille de son industrie aéronautique dans les trois prochaines années. Aussi, le gouvernement table sur un doublement des unités opérant dans le secteur durant les prochaines années. Toutefois, le Maroc compte, actuellement, plus d'une centaine d'entreprises, dans son tissu aéronautique qui emploie plus de 10.000 personnes. De même que plusieurs grands acteurs internationaux ont manifesté leur intérêt pour s'implanter au Maroc. ●

PAR **MARYEM OUZZANI**
m.ouzzani@leseco.ma